

à en arriver à une solution du problème dans un esprit de compréhension de part et d'autre.

« S'il y avait eu incompréhension plus tôt cette année c'est en partie parce qu'on se demandait dans les Antilles du Commonwealth jusqu'à quel point le Canada s'intéressait encore à la région. Ces gens savaient que nous avions réexaminé les principes fondamentaux de notre politique étrangère et que nous avions tenté de réévaluer nos relations avec d'autres pays comme ceux de l'Amérique latine ou du littoral du Pacifique. J'ai réussi à expliquer, je pense, que loin de porter moins d'intérêt à la région, le Canada lui portait un intérêt accru dû notamment à un très grand nombre d'éléments, notamment nos liens traditionnels et historiques, notre proximité géographique, les investissements croissants de capitaux canadiens, nos relations commerciales, l'accroissement du tourisme canadien, le nombre croissant d'immigrants de premier ordre aux Antilles, l'expansion des programmes d'aide canadienne aux Antilles du Commonwealth, notre participation nouvelle à la Banque de développement des Antilles et bien d'autres éléments. Le seul fait de notre visite a démontré que le Gouvernement canadien s'intéresse fort à cette région et tenait à connaître les divers points de vue des dirigeants locaux. Bref, tout cela a largement contribué à dissiper certains soupçons non fondés que j'ai décrits.

\* \* \*

« Il y avait évidemment eu des malentendus dans les pays des Antilles du Commonwealth au sujet de l'offre canadienne d'un fonds d'assistance agricole de cinq millions de dollars. On avait critiqué fortement ce projet au cours de l'année. Toutefois, quand j'ai expliqué qu'il fallait juger à fond l'offre canadienne qu'elle n'avait rien à voir à la question des réductions tarifaires relatives au sucre, — que ce fonds était renouvelable —, et qu'elle pouvait être en bonne partie inconditionnelle et représentait une volonté sincère de la part du Gouvernement canadien d'offrir une aide généreuse à un secteur auquel les États des Antilles du Commonwealth accordent une haute priorité, l'accueil accordé à la proposition canadienne est vite devenu enthousiaste et c'est au sujet de cet accueil que je cite ce qui suit: Tous les gouvernements ont bien accueilli l'idée d'un fonds de développement agricole et, bien entendu, cela était annoncé dans le rapport de notre comité ...

« ... Je n'ai pas rencontré un seul gouvernement antillais qui n'ait souhaité davantage d'investissements canadiens.

« Mais en demandant davantage d'investissements canadiens, la plupart des gouvernements ont aussi soulevé la question des directives politiques locales. Elles vont plus loin dans certains pays que dans d'autres. La majeure partie des Antilles connaît le même genre d'examen de conscience que celui qui se pratique au Canada pour déterminer dans quelle mesure on peut ou on doit exercer le contrôle des investissements étrangers dans les secteurs clés. Nombreux sont ceux qui voudraient voir des intérêts locaux participer à la plupart des investissements. Cela peut ne pas être toujours possible, faute de ressources locales, ou à cause